Texte original

Convention n° 8 concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage

Adoptée à Gênes le 9 juillet 1920
Amendée par la Convention n° 80¹
Approuvée par l'Assemblée fédérale le 17 mars 1960²
Instrument de ratification déposé par la Suisse le 21 avril 1960
Entrée en vigueur pour la Suisse le 21 avril 1960
Amendée par la Convention n° 116
(Etat le 6 mai 2009)

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Gênes par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, le 15 juin 1920,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au «Contrôle des conditions d'engagement des marins; placement; conditions d'application aux marins de la convention et des recommandations faites à Washington au mois de novembre dernier au sujet du chômage et de l'assurance contre le chômage», question formant le deuxième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Gênes, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'une convention internationale,

adopte la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les indemnités de chômage (naufrage), 1920, à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail conformément aux dispositions de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail³.

Art. 1

1. Pour l'application de la présente convention, le terme «marins» est applicable à toutes les personnes employées à bord de tout navire effectuant une navigation maritime.

2. Pour l'application de la présente convention, le terme «navire» doit être entendu de tous les bateaux, navires ou bâtiments, quels qu'ils soient, de propriété publique ou privée, effectuant une navigation maritime, à l'exclusion des navires de guerre.

RO 1960 495; FF 1959 II 1101

¹ RS 14 50

² Al. 1 let. a de l'AF du 17 mars 1960 (RO 1960 493).

³ RS 0.820.1

Art. 2

1. En cas de perte par naufrage d'un navire quelconque, l'armateur, ou la personne avec laquelle le marin a passé un contrat pour servir à bord du navire, devra payer à chacun des marins employés sur ce navire une indemnité pour faire face au chômage résultant de la perte par naufrage du navire.

2. Cette indemnité sera payée pour tous les jours de la période effective de chômage du marin au taux du salaire payable en vertu du contrat, mais le montant total de l'indemnité payable à chaque marin en vertu de la présente convention pourra être limité à deux mois de salaire.

Art. 3

Ces indemnités jouiront des mêmes privilèges que les arrérages de salaires gagnés pendant le service, et les marins pourront avoir recours pour les recouvrer aux mêmes procédés que pour ces arrérages.

Art. 4

1. Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes:

- a) que les dispositions de la convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales;
- b) que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

2. Chaque Membre devra notifier au Bureau international du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

Art. 5

Les ratifications officielles de la présente convention dans les conditions établies par la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Art. 6

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Bureau international du Travail, le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail.

Art. 7

La présente convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Directeur général du Bureau international du Travail; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Bureau international du Travail. Par la suite, la présente convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre, à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Bureau international du Travail.

Art. 8

Sous réserve des disposition de l'art. 7, tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

Art. 9

Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de cinq années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Bureau international du Travail.

Art. 10⁴

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa revision totale ou partielle.

Art. 11

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

⁴ Nouvelle teneur selon l'art. 1 de la conv. n° 116 du 26 juin 1961, approuvée par l'Ass. féd. le 2 oct. 1962 et en vigueur pour la Suisse depuis le 5 nov. 1962 (RS 0.822.721.6).

Champ d'application le 6 mai 2009⁵

Etats parties	Ratification Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Allemagne	4 mars	1930	4 mars	1930
Argentine	30 novembre	1933	30 novembre	1933
Australie	28 juin	1935	28 juin	1935
Belgique	4 février	1925	4 février	1925
Belize	15 décembre	1983 S	15 décembre	1983
Bosnie et Herzégovine	2 juin	1993 S	2 juin	1993
Bulgarie	16 mars	1923	16 mars	1923
Canada	31 mars	1926	31 mars	1926
Chili	18 octobre	1935	18 octobre	1935
Chine				
Hong Kong ^a	6 juin	1997	1 ^{er} juillet	1997
Colombie	20 juin	1933	20 juin	1933
Costa Rica	23 juillet	1991	23 juillet	1991
Croatie	8 octobre	1991 S	8 octobre	1991
Cuba	6 août	1928	6 août	1928
Danemark	15 février	1938	15 février	1938
Iles Féroé	15 février	1938	15 février	1938
Dominique	28 février	1983 S	28 février	1983
Espagne	20 juin	1924	20 juin	1924
Estonie	3 mars	1923	16 mars	1923
Fidji	19 avril	1974 S	19 avril	1974
Finlande	20 janvier	1950	20 janvier	1950
France	21 mars	1929	21 mars	1929
Guadeloupe	21 mars	1929	21 mars	1929
Guyana (française)	21 mars	1929	21 mars	1929
Martinique	21 mars	1929	21 mars	1929
Réunion	21 mars	1929	21 mars	1929
Terres australes et antarctiques françaises	21 mars	1929	21 mars	1929
Ghana	18 mars	1965	18 mars	1965
Grèce	16 décembre	1925	16 décembre	1925
Grenade	9 juillet	1979 S	9 juillet	1979
Iraq	19 avril	1966	19 avril	1966
Irlande	5 juillet	1930	5 juillet	1930
Italie	8 septembre	1924	8 septembre	1924
Jamaïque	8 juillet	1963	8 juillet	1963
Japon	22 août	1955	22 août	1955
Lettonie	29 août	1930	29 août	1930
Liban	6 décembre	1993	6 décembre	1993

⁵ Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE (<http://www.dfae.admin.ch/traites>).

Etats parties	Ratification Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Luxembourg	16 avril	1928	16 avril	1928
Macédoine	17 novembre	1991 S	17 novembre	1991
Malte	4 janvier	1965 S	4 janvier	1965
Maurice	2 décembre	1969 S	2 décembre	1969
Mexique	20 mai	1937	20 mai	1937
Monténégro	3 juin	2006 S	3 juin	2006
Nicaragua	12 avril	1934	12 avril	1934
Nigéria	16 juin	1961	16 juin	1961
Norvège	21 juillet	1936	21 juillet	1936
Nouvelle-Zélande ^b	11 janvier	1980	11 janvier	1980
Panama	19 juin	1970	19 juin	1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 ^{er} mai	1976 S	1 ^{er} mai	1976
Pays-Bas	15 décembre	1937	15 décembre	1937
Antilles néerlandaises	5 août	1957	5 août	1957
Pérou	4 avril	1962	4 avril	1962
Pologne	21 juin	1924	21 juin	1924
Portugal	19 mai	1981	19 mai	1981
Roumanie	10 novembre	1930	10 novembre	1930
Royaume-Uni	12 mars	1926	12 mars	1926
Anguilla	29 mai	1963	29 mai	1963
Gibraltar	4 juin	1962	4 juin	1962
Guernesey	12 mars	1926	12 mars	1926
Ile de Man	12 mars	1926	12 mars	1926
Iles Falkland	4 juin	1962	4 juin	1962
Iles Vierges britanniques	5 octobre	1962	5 octobre	1962
Jersey	12 mars	1926	12 mars	1926
Montserrat	4 juin	1962	4 juin	1962
Sainte-Hélène	5 octobre	1962	5 octobre	1962
Sainte-Lucie	14 mai	1980	14 mai	1980
Salomon, Iles	6 août	1985 S	6 août	1985
Serbie	24 novembre	2000	24 novembre	2000
Seychelles	6 février	1978 S	6 février	1978
Sierra Leone	15 juin	1961	15 juin	1961
Singapour	25 octobre	1965 S	25 octobre	1965
Slovénie	29 mai	1992 S	29 mai	1992
Sri Lanka	25 avril	1951	25 avril	1951
Suède	1 ^{er} janvier	1935	1 ^{er} janvier	1935
Suisse	21 avril	1960	21 avril	1960

Etats parties	Ratification Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Tunisie	14 avril	1970	14 avril	1970
Uruguay	6 juin	1933	6 juin	1933

- a Du 20 août 1963 au 30 juin 1997, la convention était applicable à Hong Kong sur la base d'une déclaration d'extension territoriale du Royaume-Uni. A partir du 1^{er} juillet 1997, Hong Kong est devenue une Région administrative spéciale (RAS) de la République populaire de Chine. En vertu de la déclaration chinoise du 6 juin 1997, la convention est également applicable à la RAS Hong Kong à partir du 1^{er} juillet 1997.

- b La convention n'est pas applicable aux Iles Tokelau.